

Préambule :

Le Département du Calvados tient à préciser à l'ARCEP l'extrême importance qu'elle accorde à ce projet de réglementation.

Il repose sur un postulat de concurrence par les infrastructures, qui implique que la rentabilité devient alors le principal critère d'établissement de nouveaux réseaux. Les territoires « hors zones denses » étant par nature très disparates, et donc de coûts de couverture très différenciés, le régulateur doit donc à notre avis utiliser au maximum l'arsenal législatif qui permet d'atténuer les effets de cette recherche de rentabilité.

En l'état, ce projet de décision agit favorablement en faveur de la mutualisation, mais donne à notre sens trop peu de visibilité, et surtout de garantie de couverture effective par les opérateurs privés.

Dans le même temps, il semble appliquer de nouvelles contraintes aux réseaux d'initiative publique (RIP), notamment en termes d'obligations de co-investissement. Ces contraintes sont légitimes entre opérateurs de détail nationaux pour pousser à une mutualisation, mais ne devraient pas être similaires pour les RIP avec leurs spécificités d'opérateurs locaux de gros, neutres, qui n'ont pas le droit de fournir des services de détail.

Plus spécifiquement, il nous semble globalement que le contexte particulier des RIP qui peuvent être établis par des collectivités territoriales sur de grand périmètres, incluant des zones de densité très variables mais avec une utilisation forte du principe de péréquation, et en mixant sur un même territoire les technologies fibres, DSL amélioré et radio terrestre, n'est pas suffisamment pris en compte.

Le Département du Calvados prépare ce type de projet, et ne pense pas être un cas exceptionnel à cet égard dans le paysage Français.

Le projet apporte aussi, à notre avis, une complexité qui augure d'une réalité de déploiement complexe. Concernant le fibrage de zones peu voire très peu denses, qui peuvent ne pas être exclues de certains projet d'aménagement, la notion d'opérateur d'immeuble en zone d'habitat individuel exclusif, par exemple, devient assez théorique.

Enfin, sur la forme, il nous semble que les dispositions détaillées énoncées dans les sections III et IV, avec les remarques importantes qui les accompagnent et les équilibrent, en tenant compte notamment des spécificités locales, sont retranscrites de manière trop fermée dans le « Décide » du projet de décision, qui reste trop focalisé sur le principe du déploiement d'opérateurs privés sur des zones relativement denses.

C'est pourquoi le Département du Calvados fait plusieurs observations et demande que des modifications soient apportées à ce projet de décision. Elles sont listées ci après en regard des articles du projet.

Article 2 [définitions]

Dans la définition de la « zone arrière du point de mutualisation, la définition d'un immeuble bâti « raccordable » manque de précision : La « couverture » de la maille ne va visiblement pas jusqu'en limite de propriété. L'immeuble (ou l'opérateur commercial qui lui répercutera) aura donc à supporter un coût d'accès pour aller se raccorder au réseau horizontal. L'expérience des limites du service universel montre que ces coûts peuvent rapidement atteindre plusieurs milliers d'euros

Article 3 [taille de la zone arrière du point de mutualisation]

Le dernier alinéa : « L'opérateur d'immeuble donne accès, dans un délai raisonnable, au réseau horizontal déployé dans la zone arrière de son point de mutualisation, pour le raccordement des immeubles équipés par *les opérateurs d'immeuble tiers* ». Il s'agit des immeubles équipés par les *opérateurs tiers* ?

Le vocable « logements » est trop restrictif : Il serait économiquement non optimal de créer un autre réseau pour desservir les locaux professionnels (commerces, professions libérales, services publics, TPE et PME...) qui sont intimement mêlés aux logements dans le tissu urbain, sans parler des changements d'affectations. Et si l'opérateur desservant une zone arrière établit la desserte mais n'ouvre pas son réseau aux autres opérateurs pour des offres professionnelles, il s'agirait d'un « comportement anticoncurrentiel » sur ce réseau non répliquable.

Le traitement dans le 2^{ème} alinéa de la complétude de déploiement est insuffisant. La notion de « délai raisonnable » devrait explicitement être limitée à 5 ans, et le texte devrait préciser les modalités de contrôle de cette disposition. Qui la contrôlera, quelles seraient les éventuelles sanctions, etc....

L'opérateur n'ayant pas d'obligation de fibrer les immeubles existants, il ne le fera probablement que pour les plus importants/plus rentables d'entre eux.

La formulation souhaitée devrait :

- imposer aux opérateurs de publier des informations réalistes et précises (dates de livraisons prévisionnelles, locaux effectivement raccordés, etc.)
- imposer aux opérateurs de desservir effectivement l'intégralité des logements et locaux situés dans la zone arrière de leur points de mutualisation (sous réserve d'obtention des autorisations des immeubles)

Article 4 [accessibilité du point de mutualisation]

L'obligation de la proximité immédiate du PM avec le réseau France-Telecom paraît contraignante et non simplement applicable :

Elle suppose que la connaissance de la géographie du segment de transport du réseau d'infrastructure de génie civil de France-Telecom soit effectivement disponible rapidement pour les opérateurs d'immeubles, avec des modalités opérationnelles simples. Or concernant les collectivités, la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 leur accorde un droit d'information sur l'implantation actuelle des infrastructures et réseaux de communications

électroniques. Cette disposition législative a été complétée de deux décrets et d'un arrêté, mais n'a pas encore trouvé à ce jour d'applicabilité, près de deux ans après le vote de la loi.

Par ailleurs, elle suppose que l'accès aux fourreaux et chambres de France-Telecom soit une réalité, tant sur les plans techniques (disponibilité de fourreaux) qu'économiques, ce qui n'est pas certain, notamment en fonction des conditions locales.

La formulation « *ou d'une infrastructure de génie civil alternative offrant des conditions d'accès équivalentes* » est insuffisamment précise : Le « niveau tarifaire » de l'accès au GC de France-Telecom est régulé dans le cadre de la position dominante de l'opérateur historique et ne doit pas s'appliquer à d'autres acteurs qui possèderaient des infrastructures d'accueil, en particulier des RIP dont les conditions d'accès pourraient être équivalentes ou meilleures.

La formulation souhaitée, qui reste totalement en accord avec le dernier § de la section III-1°), est :

« Le point de mutualisation auquel l'opérateur d'immeuble offre l'accès est accessible dans des conditions raisonnables et non discriminatoires. Son implantation pourra notamment tenir compte, selon la situation locale, de la présence du segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom, ou d'une infrastructure de génie civil alternative offrant des conditions d'accès équivalentes ou meilleures.

Article 5 [maille de mise en cohérence des déploiements]

Le principe de la consultation des collectivités territoriales concernées est un point positif, mais ses modalités opérationnelles ne sont pas suffisamment définies. La formulation « en tenant le plus grand compte des avis exprimés » est insuffisamment précise. Pour avoir un réel effet, il doit ou devra être encadré par une procédure comportant la mise en place de critères qui permettraient à ces collectivités l'acceptation, et surtout le refus, de la construction des poches proposées par les opérateurs privés. Le risque est ici d'une part que les arguments des collectivités pour que les opérateurs « renvoient leurs copies » ne soient pas entendus par les opérateurs, et d'autre part que les « engagements » des opérateurs, qui plus est à cinq ans, ne soient pas suivis d'effets (situation déjà rencontrée dans le domaine des communications électroniques)

Le risque d'« écrémage » par l'opérateur d'immeuble qui déploie le premier existe en effet avec cette disposition, car au-delà de la réalisation effective des zones arrières les plus rentables, la simple définition et proposition d'autres zones arrière moins rentables engage beaucoup moins l'opérateur d'immeuble qui n'y déploiera pas. Nous comprenons que le programme national « très haut débit » tente de dissuader les collectivités d'investir là où les opérateurs privés veulent le faire, mais il ne faut pas que cela conduise à une action postérieure et résiduelle, dans les zones spécifiquement déficitaires, pour venir « boucher les trous » résultant de cette approche.

Nous proposons notamment que :

-la soumission de la définition géographique des zones arrière de PM, par l'opérateur d'immeuble, soit faite en premier lieu à la personne publique responsable du SDTAN s'il existe. Les échelons communaux et intercommunaux pouvant être concernés par défaut. (La maille communale n'ayant souvent pas de sens en zone « rurale »).

-L'opérateur qui veut couvrir un territoire demande un avis à la collectivité sur la base d'un engagement formalisé, et précis, en indiquant clairement quand il prévoit de couvrir les mailles qu'il définit, avec quel taux de complétude, et avec quelles modalités de contrôle ces engagements pourront être analysés, etc...

D'autre part, dans le cas d'un RIP mis en œuvre sur une grande échelle territoriale, l'exploitant du RIP a vocation à assurer à la fois le rôle d'opérateur d'immeuble, donc de définir un grand nombre de zones arrière de point de mutualisation, et celui de maître d'ouvrage du réseau de collecte qui va permettre à des opérateurs tiers de se raccorder aux points de mutualisation. De plus, dans ce cas la collectivité à l'initiative du RIP sera souvent la collectivité qui aura établi le SDTAN. Enfin, le RIP, par respect du L.1425-1 du CGCT, se doit d'être mis à disposition des opérateurs tiers et garantir l'utilisation partagée du RIP en respectant le principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques.

L'établissement des SDTAN suppose également une interrogation des opérateurs, pour tant que possible connaître et faire formaliser leurs intentions d'investir ou non sur le territoire.

Il nous semble donc que dans le cas d'un déploiement assuré par un RIP, la procédure de consultation préalable devrait être a minima allégée, voire supprimée.

La maille géographique « zone arrière de NRA » ne peut pas être la maille prise par défaut. A notre sens, cette disposition avantagera trop l'opérateur historique, de la même manière que l'imposition de la situation du PM à proximité immédiate du segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom.

La réalité actuelle de ces zones arrière de NRA explique pour partie les cas d'inéligibilité DSL dues à la longueur des lignes cuivre, c'est donc une situation qu'il ne faut pas dupliquer pour la desserte optique.

Nous comprenons mieux cette maille si l'on suppose qu'une phase intermédiaire de « montée en débit » DSL, utilisant la boucle locale cuivre de l'opérateur historique, précède systématiquement le fibrage d'une zone arrière de PM. Mais notre avis est que cette situation ne doit pas être imposée en dehors des zones très denses, notamment dans le cas de RIP elle doit rester le choix de la collectivité. Le fibrage direct de ces zones, ou une montée en débit par des technologies radio, sont des alternatives sérieuses, à choisir localement, à la montée en débit DSL.

Pour les 3 articles 8, 9 et 10 :

Le projet de décision justifie l'obligation de proposer le co-investissement sur deux risques de « comportements anticoncurrentiels et économiquement sous-optimaux » : D'une part, le détenteur d'un réseau « non répliquable » pourrait pratiquer un prix d'accès bien supérieur au prix d'équilibre et se réserver une rente de monopole, ce qui augmenterait « mécaniquement les prix supportés in fine par les consommateurs » ; d'autre part, il pourrait se livrer à des « abus d'évictions » vis à vis de ses concurrents pour fournir le service.

Ces deux risques ne concernent à notre avis pas les réseaux d'initiative publique, en ce qu'ils ont une quasi-interdiction de fournir le service (sauf insuffisance d'initiative privée), qu'ils ont des obligations législatives d'égalité de traitement, indépendamment des analyses de marché, et qu'ils sont justement mis en œuvre pour que le prix supporté par le consommateur ne soit pas trop élevé : Il en résulte qu'un réseau d'initiative publique qui adopterait ces « comportements anticoncurrentiels et économiquement sous-optimaux » serait à la fois dans l'illégalité et ne respecterait pas ses objectifs.

Dans le cas particulier d'un Réseau d'Initiative Publique établi sur une grande échelle territoriale, et donc recouvrant un grand nombre de zones arrière de point de mutualisation, le principe de péréquation qui préside souvent à l'établissement du RIP tend à aboutir à la notion de « coût de prises péréqué », qui de fait est le prix consenti globalement par la collectivité, et ne peut pas être modulé par zones arrières de PM. Un RIP peut aboutir à la réalisation d'un nombre très important de zones arrière de point de mutualisation, qui auront des caractéristiques différentes, mais qui feront l'objet de ce tarif péréqué. Selon les procédures de mise en œuvre des RIP, ce coût moyen péréqué est d'ailleurs souvent le seul coût justifiable par la collectivité.

En particulier, nous pensons que ce constat ne doit pas être contradictoire avec l'interprétation qui pourrait être faite par les opérateurs tiers de l'article 9 : « *les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent être raisonnables et respecter les principes de non discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité.* ». La « *prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et des ressources associées* » suppose à notre sens qu'il puisse s'agir des coûts péréqués.

Proposition de modification de l'article 9 : Dans le cas de réseaux d'initiative publique établis par des collectivités sur un grand territoire recouvrant un nombre important de zones arrières de point de mutualisation, sur des zones de densités hétérogènes, la collectivité pourra justifier d'un coût moyen, péréqué sur la base de son territoire de projet.